

PRÉFACE

de *Jerzy Buzek*

Extrait de :

A. Grigas, A. Kasekamp, K. Maslauskaitė, L. Zorgenfreija,

« Les États baltes dans l'UE : passé, présent et futur »,

Études & Rapport n° 98,

Notre Europe – Institut Jacques Delors, Juillet 2013.

Connues sous l'appellation générique d'« États baltes », la Lituanie, la Lettonie et l'Estonie constituent un ensemble fascinant en Europe et l'une des régions les plus intégrées de l'Union européenne. Après une période de croissance exceptionnelle au début des années 2000, les « tigres baltes » ne sont pas sortis complètement indemnes de la récession mais leur stratégie n'était pas erronée. Ils ont tous trois trouvé des solutions à leur ralentissement économique et il était fascinant d'observer leur évolution.

D'ores et déjà, l'Estonie devient lentement la prochaine Silicon Valley. L'économie lettone, après une contraction de plus de 20% par rapport à son apogée, a connu une croissance d'environ 5% l'an dernier, soit la meilleure performance de toute l'Union européenne. Le pays va prochainement suivre les pas de son voisin du Nord en devenant le 18ème État membres de la zone euro. Quant à la Lituanie, c'est un acteur particulièrement actif en matière de politiques énergétique et de voisinage de l'UE. Les peuples baltes peuvent, et même devraient, être fiers de leur esprit innovant, qui fait d'eux d'excellents partenaires en termes d'affaires et d'investissements. Habitués aux rudes épreuves et connaissant tous les inconvénients d'une situation périphérique, ces nations constituent un véritable outil de promotion de l'UE en ces temps difficiles de crise.

Si je devais choisir un seul terme pour décrire les forces à l'œuvre dans cette région, ce serait celui d'« interconnexion », auquel l'histoire a donné de multiples facettes. Les premières remontent au Moyen-âge, lorsque les cités baltes étaient interconnectées avec l'Europe de l'Ouest et du Nord par le biais de la ligue commerciale hanséatique. Les plus récentes font référence à l'interconnexion des pays avec la communauté européenne et euro-atlantique, après le succès de leur révolution civile les libérant de décennies sous le joug soviétique.

Il est un symbole de cette interconnexion dont nous nous souvenons tout particulièrement, la « Voie balte », événement qui s'était déroulé à la fin de l'été 1989. Dans mon pays, la Pologne, la « Décennie Solidarité » avait culminé après les premières élections parlementaires libres. En Tchécoslovaquie, la « Révolution de velours » avait connu un essor progressif avant d'éclater à la fin de l'automne, suite à des manifestations étudiantes. Et tandis que le symbole le plus sombre de la division de l'Europe s'effondrait à Berlin, la mobilisation de la société civile et de mouvements indépendants dans les États baltes avait conduit à la création d'une surprenante chaîne humaine de plus de 2 millions de personnes, alignées sur plus de 600 kilomètres entre Tallinn, Riga et Vilnius. Aujourd'hui, les trois Républiques soeurs sont connectées par une route de 1000 kilomètres, la Via Baltica, qui les rapproche davantage encore.

Dans cette Étude, plusieurs experts fournissent un aperçu précieux de cette remarquable région. Tout d'abord, professeur Kasekamp nous montre la voie longue et mouvementée suivie par les trois pays pour retrouver leur souveraineté et adhérer à l'Union européenne. Il décrit l'attitude des États baltes après leur adhésion : réservés initialement, il ont ensuite montré un soutien beaucoup plus enthousiaste au traité de Lisbonne et à l'engagement d'entrer dans la zone euro. Persuadé depuis toujours que la place des États baltes se trouve au cœur de l'intégration européenne, j'ai personnellement accueilli cette évolution avec beaucoup de satisfaction. Cette partie se termine sur la présidence lituanienne du Conseil de l'Union européenne, qui achève magnifiquement, et symboliquement, un processus long et compliqué.

Dans la deuxième partie, deux chercheurs en affaires économiques, Mmes Maslauskaite et Zorgenfreija analysent la situation économique des trois États. La transition vers l'indépendance et la stabilité démocratique s'est trouvée renforcée par la transformation des économies. Les réformes visant à transformer les pays en économie de marché ont été mises en œuvre avec une ardeur qui a valu à ces pays l'appréciation du reste du monde. Pourtant, lorsque je me suis rendu dans ces trois États début 2009, peu de temps après être devenu président du Parlement européen, l'objectif principal de mon déplacement visait à exprimer ma solidarité à des citoyens qui, de tous les États membres de l'UE, étaient les plus touchés par la récession et la crise. La manière dont ces pays, qu'il s'agisse des gouvernements ou des citoyens, ont relevé ce défi et mis en œuvre les réformes nécessaires peut servir d'exemple à nombre de pays.

Dans la troisième et dernière partie de cette Étude, Dr. Grigas analyse le secteur énergétique balte, démontrant parfaitement pourquoi, dans ce domaine, notre mot d'ordre d'interconnexion est plus que jamais d'actualité. Si la question de la sécurité énergétique reste sensible dans toute l'UE, l'insécurité liée à l'approvisionnement et aux prix prend une forme toute particulière dans les États baltes. Héritage de l'époque soviétique, les pays sont pratiquement entièrement dépendants d'une seule source externe d'énergie et ne sont pas reliés au reste des réseaux de l'Union européenne.

L'existence de ces « îles énergétiques » baltes a constitué en réalité l'une des motivations les plus fortes en faveur d'une Communauté européenne de l'énergie, une initiative que j'ai lancée avec Jacques Delors en mai 2010. Avec cette proposition politique qui devait rassembler toutes les actions existantes et futures en matière de politique énergétique, nous estimions que l'établissement d'un marché intérieur de l'énergie dans l'UE, sur le modèle des autres secteurs couverts par le programme du marché unique de 1992, constituait l'élément clé pour relier les réseaux actuellement indépendants.

Un marché unique de l'énergie bien connecté et libéralisé constitue bien plus qu'un préalable pour un approvisionnement en électricité et en gaz à un prix abordable. Il s'agit d'une condition sine qua non pour la compétitivité de l'UE, et donc pour la croissance économique, la création de nouveaux emplois et pour une augmentation du bien-être des citoyens européens. Avec l'innovation, il s'agit de l'une des deux solutions envisageables pour sortir de la crise économique actuelle. En pratique, cela implique un marché équilibré et compétitif sur lequel tous les acteurs, qu'il s'agisse des producteurs d'énergie, des distributeurs ou des consommateurs, jouent à armes égales. Il faut donc prévoir une diversification du mix énergétique européen et la possibilité pour chaque État membre d'utiliser pleinement toutes les sources d'énergie dont il dispose. Cela nécessite également une capacité de coordination conjointe des approvisionnements énergétiques externes et des transits.

Les États membres de l'UE se sont engagés à créer un marché intérieur de l'énergie d'ici 2014. À ce jour, il reste plus à faire que ce qui a été réalisé, comme le souligne un rapport du Parlement européen sur l'état d'avancement de ce marché que j'ai rédigé au début de cette année. Tout d'abord, les États membres doivent appliquer la législation requise. Il ne sert à rien de créer de

LES ÉTATS BALTES DANS L'UE : PASSÉ, PRÉSENT ET FUTUR

nouvelles lois ; toutes les dispositions nécessaires sont déjà incluses dans la législation existante. Ensuite, il est évident qu'il ne peut exister de marché intérieur sans connectivité à l'échelle de l'UE. Cela implique la mise en place d'interconnecteurs transfrontaliers, la modernisation des infrastructures existantes et l'établissement de nouveaux équipements de génération, transmission, distribution et stockage d'énergie.

Nous savons ce qu'il faut faire, et nous savons aussi qu'il n'y a pas de temps à perdre. La création d'un marché intégré de l'énergie sera le signe qu'une approche véritablement européenne a fini par prévaloir sur les nombreuses différentes approches nationales actuelles. Mais pour les États baltes, cela signifiera beaucoup plus encore : la Lituanie, la Lettonie et l'Estonie auront ainsi achevé leur longue marche vers une interconnexion totale avec le reste de l'Union européenne.

Bruxelles, juillet 2013

*Jerzy Buzek, député européen
président du Parlement européen (2009-2012)
Premier ministre de Pologne (1997-2001)*